


MEDIAPART
Habitat — Reportage

À Grenoble, la solidarité hors norme autour de travailleurs exilés : « Tant que tout le monde n'est pas relogé, il ne faut pas arrêter »

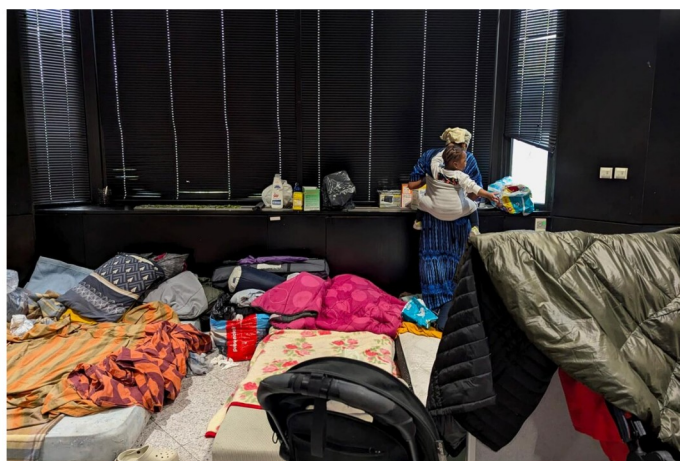
Il y a cinq mois, 150 travailleurs exilés, pour la plupart sans papiers, ont investi les locaux de la métropole de Grenoble. Cinq mois après, le collectif occupe toujours les lieux, a fédéré une chaîne de solidarité qui regroupe élus, associations et syndicalistes, et tente de rallier les nouvelles équipes municipales à sa cause.

Nathan Lautier

12 avril 2026 à 15h11

Grenoble (Isère). – « *Un logement, un droit* ». La banderole est accrochée sur une entrée discrète du siège de la métropole de Grenoble, sur le côté du bâtiment. Pour y rentrer, il faut passer une double porte vitrée, puis un vigile. Suit un long couloir sombre. De chaque côté s'entassent des matelas. Un brouhaha continu emplit les oreilles, entrecoupé des cris des enfants qui jouent. Au fond, une salle de réunion où des tas de sacs d'affaires personnelles recouvrent la moitié du mur, encadré par des matelas à même le sol. Depuis une demi-année, un collectif de travailleurs et travailleuses exilé·es vit ici, entassé.

Il faut revenir au 27 octobre 2025, dans le quartier de la Villeneuve, à Grenoble, date à laquelle des travailleurs et travailleuses exilé·es ont été évacués de logements squattés et aux mains de marchands de sommeil. Les immeubles appartiennent à Actis, principal bailleur social du territoire. L'immense majorité des personnes évacuées se retrouvent alors sans proposition de secours. À une semaine de la trêve hivernale, 150 hommes, femmes et enfants, pour la plupart en précarité administrative, se retrouvent à la rue.



Le siège de la métropole à Grenoble occupée en avril 2026. © Photo Nathan Lautier pour Mediapart

Les jours passent, et rien ne bouge. Le 19 novembre, les mal-logé·es tentent une action coup de poing et prennent possession d'une salle de réunion de la métropole. Après négociations, ils et elles peuvent s'y installer provisoirement. Cinq mois plus tard, ils et elles y sont encore.

Pour reloger tout le monde, les cent cinquante ont monté des délégations et sont allés toquer à la porte de chaque ville du bassin grenoblois pour réclamer que chacun mette des logements vides dans le « pot commun ». Ces derniers doivent ensuite être retapés par l'établissement foncier public local. En attendant, même si certain·es ont une promesse d'appartement, ils et elles doivent encore dormir dans ce lieu occupé. Plus de quatre-vingts hommes et femmes sont encore dans cette situation.

Des drames et des conditions de vie difficiles

La métropole fait figure d'alliée inattendue dans cette affaire, en continuant de négocier avec les municipalités pour trouver des appartements. « *Mais on ne peut faire que les intermédiaires, parce que la métropole n'a pas de compétence d'hébergement* », regrette Jérôme Rubes, vice-président communiste chargé du logement, qui annonce cependant qu'un « budget de solidarité » est mis à l'étude par la collectivité. L'élu espère garder son portefeuille dans la prochaine équipe, à l'issue des dernières municipales. Le nouvel exécutif, jusqu'ici dirigé par l'ancien socialiste Christophe Ferrari, doit être élu d'ici au 24 avril.

Du côté de la ville, l'ancien édile écologiste Éric Piolle est resté sourd aux appels des cent cinquante. La nouvelle maire, Laurence Ruffin, élue à la faveur d'une fusion technique entre sa liste aux accents de « gauche plurielle » et celle des insoumis, a dit lors de sa campagne qu'elle ne pourrait faire de promesses quant aux logements des occupant-es restant-es. À peine élue, elle a néanmoins rencontré une délégation du collectif, le 3 avril, devant laquelle elle a réaffirmé ne pas pouvoir reloger de nouvelles personnes.

Laurence Ruffin promet cependant d'appuyer les demandes auprès des autres communes de la métropole. La ville de Grenoble travaille également sur une brigade de réquisition pour identifier les bâtiments vides au sein de la préfecture iséroise.

« On n'a que deux toilettes pour tout le monde, pas de douche, pas de cuisine... »

Aboubacar, ancien occupant et militant

En attendant, la situation s'éternise et les jours se font longs. « *Le plus dur, c'est qu'on n'a pas d'intimité* », concède Aboubacar. L'homme a retrouvé un logement, mais vient tous les jours soutenir ses ancien-nes camarades de galère. « *Il y a des femmes enceintes, des enfants en bas âge, ce n'est pas facile* », ajoute-t-il. Son voisin le pousse à raconter le drame personnel qui a touché son couple.

Avec timidité, il se confie sur l'épisode : « *Ma femme a accouché d'un bébé mort-né. On est persuadés que sans les conditions de vie ici, ça se serait passé autrement, soufflet-il. Ici, il y a des enfants qui sont nés, des fausses couches, des mort-nés...* » Très vite, il enchaîne sur les conditions de l'occupation : « *On n'a que deux toilettes pour tout le monde, pas de douche, pas de cuisine...* »

Pour la nourriture, la métropole a pu mettre à disposition un local vide, à cinq minutes à pied. Tous les après-midis, une équipe va cuisiner. Le soir venu, une autre va chercher plus de 20 kilos de nourriture afin de faire manger tout le monde. Tout est calibré, organisé pour que l'occupation se passe bien, avec des rôles bien répartis : l'un est coordinateur des stocks de nourriture, l'autre de celui des produits pour enfant... Ceux qui ont trouvé un logement reviennent pour contribuer au bon fonctionnement de ce mécanisme huilé à la perfection.

« *On est arrivés ensemble, on restera ensemble, ce n'est qu'en restant collectifs qu'on y arrivera* », argue Aboubacar.

« Ils sont de toutes les luttes »

Mohamed Fofana, désigné « président » de l'occupation et secrétaire général de la CGT des livreurs (qui compte par ailleurs dans ses rangs plusieurs exilés du collectif), fait souvent le lien avec les organisations alliées. C'est aussi lui qui, le soir du 1^{er} avril, a harangué ses co-occupants à aller soutenir Laudrine, une militante du collectif Droit au logement (DAL) menacée d'expulsion, lors d'une assemblée générale (AG). Le lendemain, ils étaient une cinquantaine en soutien lors d'un rassemblement devant les locaux du bailleur.

Au fond de la salle, l'œil un brin admiratif, Caroline Audric, secrétaire générale de l'union locale de la CGT, écoute le discours du tribun. Elle chuchote : « *Ils sont de toutes les luttes, de toutes les solidarités, ils ne s'arrêtent jamais.* » La CGT est également présente depuis les débuts. « *On n'est là que pour accompagner et donner un appui politique. Mais ce sont eux qui font tout* », explique la syndicaliste, une fois sortie de l'AG. « *Nous, on a utilisé notre réseau de militants pour aider à mettre la pression dans les conseils municipaux quand il le fallait. Ce sont aussi des camarades retraités qui vont à la banque alimentaire tous les mercredis matin.* »



Le siège de la métropole à Grenoble occupé en avril 2026. © Photo Nathan Lautier pour Mediapart

À ses côtés, des militant-es du DAL expliquent comment leur collectif a aidé à structurer le mouvement et à servir de relais pour la presse dès le premier jour. C'est ce qui rend cette occupation exceptionnelle : l'élan de solidarité qui a suivi les cent cinquante. Les mouvements déjà

cités, mais également des locaux et des locales, la banque alimentaire, des élu-es...

L'État manque cependant à l'appel. « *C'est le parti pris de la préfète* », qui dit être à disposition pour les évacuer, mais n'a pas souhaité participer à trouver des solutions. « *L'État est clairement défaillant* », regrette Jérôme Rubes. Et de rappeler que « *seule la préfète peut décider de délivrer les papiers de ces personnes* ». Parce que derrière le problème du logement de chacun·e, il y a aussi leur situation administrative. Sans papiers, ils et elles ne peuvent pas prétendre à un logement social. « *Pourtant, ça ne dérange personne de se faire soigner, de se faire laver son bâtiment ou de se faire livrer par ces personnes* », fulmine le vice-président de la métropole.

Une frustration partagée par Oumou, occupante et aide-soignante. « *Je fais de l'aide à domicile, parfois de l'aide au ménage, tout ce qui me permet de travailler, mais ce n'est pas évident parce que je suis en situation irrégulière* », entame-t-elle. La jeune femme est de toutes les mobilisations et participe régulièrement aux délégations accueillies par les élu-es pour faire valoir ses droits.

« *Il faut lutter encore*, martèle-t-elle, alors qu'elle peut profiter d'un logement temporaire. *Je suis fatiguée, mais on ne peut plus reculer. L'engagement qu'on a pris, c'est que tant que tout le monde n'est pas relogé, il ne faut pas arrêter. C'est un effort collectif, il faut aller encore plus loin, ne rien céder.* » Parce qu'après le logement vient la question des papiers pour chacun·e. « *Le logement n'est pas une fin en soi, on doit continuer le combat, chacun à nos niveaux* », abonde Jérôme Rubes, qui avertit : « *Les cent cinquante, ce n'est que la pointe visible de l'iceberg. À Grenoble, il y a une situation globalement dramatique de personnes qui vivent dans la misère.* »

Nathan Lautier

Boîte noire

Nathan Lautier, journaliste indépendant, signe ici sa première pige pour *Mediapart*.